

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A 268 DU 18 SEPTEMBRE 2012
MODIFIANT L'ANNEXE I DE LA CONVENTION
NOR : ASET1251277M

Entre :

La CGPME ;

Le MEDEF,

D'une part, et

L'UGICT CGT ;

La CFDT cadres ;

La CGT-FO cadres ;

La CFTC cadres ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 38 et 39 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 sont modifiés comme suit.

L'article 38 « Compensation » est modifié comme suit :

Le 1^{er} alinéa est inchangé.

Au 2^e alinéa, est ajoutée, *in fine*, une phrase libellée comme suit :

« Elle conduit ainsi, selon le rythme de réalisation des opérations de retraite, à une redistribution entre les institutions de l'excédent ou du déficit de trésorerie du régime. »

Dans le 3^e et dernier alinéa, le mot « trimestriellement » est supprimé.

L'article 39, dont l'intitulé devient « Réserves techniques du régime », est désormais libellé comme suit :

« Les réserves techniques du régime sont constituées d'une réserve technique de fonds de roulement, assurant la couverture des besoins de trésorerie des opérations de retraite, et d'une réserve technique de financement à moyen et long terme, destinée à permettre le financement complémentaire que nécessiterait l'équilibre des opérations de retraite du fait des évolutions conjoncturelles ou de décisions prises par les partenaires sociaux.

Après couverture des besoins de trésorerie, la réserve technique de financement à moyen et long terme est dotée des excédents ou diminuée des déficits des opérations de retraite. Elle est augmentée des apports de fonds reçus au titre des contributions de maintien des droits à l'occasion d'intégrations dans le régime d'entreprises ou de secteurs nouveaux.

Le conseil d'administration de l'AGIRC est chargé de répartir la réserve technique de financement à moyen et long terme entre les institutions, y compris la fédération. Chacune des institutions gère les quotes-parts des réserves techniques qui lui sont confiées, dans les conditions déterminées par le règlement financier de l'AGIRC. »

Fait à Paris, le 18 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)